



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU 06 JUILLET 2022

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
21	21	20 + 1 P

L'an deux mille vingt-deux, le six juillet, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans la salle du Conseil Municipal à La Londe les Maures, sous la présidence de Monsieur François de CANSON, Président.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : 96/2022

CONVENTION DE DELEGATION
DE MAÎTRISE D'OUVRAGE D'UN
EQUIPEMENT DFCI (DEFENSE
FORESTIERE CONTRE LES
INCENDIES) SITUE POUR
PARTIE SUR LE PERIMETRE
ADMINISTRATIF DE LA
COMMUNAUTE DE COMMUNES
VALLEE DU GAPEAU

PRÉSENTS : François de CANSON, Président - Patrick MARTINELLI, 1^{er} Vice-président - François ARIZZI, 2^{ème} Vice-président - Bernard MOUTTET, 3^{ème} Vice-président - Gil BERNARDI, 4^{ème} Vice-président - Christine AMRANE, 5^o Vice-présidente - Daniel MONIER, Conseiller Communautaire - Gisèle FERNANDEZ, Conseillère Communautaire - Véronique PIERRE, Conseillère Communautaire - Gérard CABRI, Conseiller Communautaire - Marie-Noëlle MARTEDDU, Conseillère Communautaire - Bénédicte LEROY, Conseillère Communautaire - Robert LUPI, Conseiller Communautaire - Nicole SCHATZKINE, Conseillère Communautaire - Cécile AUGÉ, Conseillère Communautaire - Bernard MARTINEZ, Conseiller Communautaire - Charlotte BOUVARD, Conseillère Communautaire - Jean-Laurent FELIZIA, Conseiller Communautaire - Jean-Bernard KISTON, Conseiller Communautaire - Priscilla BRACCO, Conseillère Communautaire.

REPRÉSENTÉ(S) : Monsieur Gérard AUBERT, pouvoir à Monsieur François de CANSON, Président.

ABSENTS : Néant.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Cécile AUGÉ, Conseillère Communautaire.

RAPPORTEUR : Monsieur François ARIZZI, Vice-président.

Les grands incendies causent un traumatisme important dans le département du Var, mais ils sont source d'enseignements pour les différents acteurs de la forêt qui œuvrent, depuis plusieurs années, à l'amélioration et au développement des dispositifs de prévention et de lutte contre les incendies de forêts, ainsi que des filières d'exploitation de la forêt.

En effet, les retours d'expériences réalisés à la suite des incendies passés et le partenariat instauré entre l'ensemble partenaires de la prévention et de la lutte contre l'incendie (Comité de massif, réception de travaux...) ont permis de faire évoluer de manière régulière la politique de DFCI.

Dans le cadre du Plan Départemental de Protection de la Forêt contre les incendies, la Direction Départementale du Territoire et de la Mer (DDTM) a piloté la définition d'axes stratégiques, constituant un maillage DFCI primaire incontournable sur lequel peuvent se raccrocher des ouvrages secondaires. Le guide de conception des équipements de DFCI a été approuvé par le Préfet en 2013.

Enfin, une politique de massifs s'est mise en place pour prendre les problématiques propres aux massifs forestiers. A l'échelle des territoires, cette politique s'est traduite au sein des Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF).

Certains ouvrages DFCI, positionnés en limite de communes, hors périmètre administratif, protègent en priorité les communes du territoire voisin. Les partenaires techniques (DDTM, Département, SDIS) ont donc intégré lesdits ouvrages au PIDAF du territoire protégé.

Une délégation de maîtrise d'ouvrage est donc nécessaire pour légitimer les travaux sur les équipements concernés.

Il convient donc de conclure une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, avec la Communauté de communes de la Vallée du Gapeau en vue de réaliser les travaux nécessaires à la Défense Forestière contre l'Incendie, et de fixer la répartition financière correspondante.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

CONSIDÉRANT l'importance des travaux en matière de défense forestière contre l'incendie ;

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VOTE : Unanimité 21 VOIX POUR (20 + 1 pouvoir)

DECIDE

- **D'ADOPTER** l'exposé qui précède ;

- **D'APPROUVER** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à intervenir avec la Communauté de communes de la Vallée du Gapeau ;

- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document afférent à cette délibération ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de cette délibération.

Fait à La Londe Les Maures, les Jour, Mois et An que dessus,
Pour Extrait Conforme,

Le Président,
Maire de La Londe Les Maures,
Vice-président de la Région
Provence Alpes Côte d'Azur,
François de CANSON



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente délibération du Conseil Communautaire peut faire l'objet d'un recours administratif près le tribunal administratif de TOULON - 5 rue Racine - CS 40510 - 83041 TOULON CEDEX 9 - dans les DEUX MOIS à partir de sa publicité. Elle peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Communauté de communes « Méditerranée Porte-des-Maures » - 83250 La Londe-les-Maures ou d'un recours hiérarchique auprès de M. le Préfet du Var dans les DEUX MOIS à partir de la publicité de la présente DCM. Cette démarche prolonge le délai de recours près le tribunal administratif qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.